



Note Information Sécurité Alimentaire - NISA -

Note 24 – OCTOBRE 2008

Les récoltes record attendues au Sahel et en Afrique de l'Ouest pourront elles atténuer les effets des niveaux très élevés des prix des denrées alimentaires ?

Les prévisions pluviométriques issues du forum PRESAO¹ 11 laissent présager pour l'hivernage 2008 des pluies équivalentes ou supérieures à la normale (1961-1990) dans la quasi-totalité de la zone agricole des pays de l'Afrique de l'Ouest, du Tchad et du Cameroun. Les résultats de suivi de la campagne agricole présentés par les pays ont confirmé ces prévisions.

La saison des pluies 2008 a été marquée par un démarrage normal des pluies, leur régularité et leur bonne répartition dans la plupart des pays sahéliens et de l'Afrique de l'Ouest. En fin septembre, les stades de développement des cultures sont assez avancés un peu partout, allant du stade épiaison à maturation pour les céréales, à la récolte du maïs, du sorgho et du riz de bas-fonds dans certaines localités. Les légumineuses (arachide, haricot) sont aux stades de maturation à récolte.

La situation phytosanitaire est calme. Néanmoins, quelques attaques de sauteriaux, de chenilles, et d'oiseaux granivores ont été signalées dans quelques localités. Pour le moment, ces attaques sont sans incidence significative sur les récoltes. Cependant, le risque du péril acridien n'est pas bien connu en raison du manque de surveillance des zones grégaires du Mali et du Niger.

La bonne pluviométrie enregistrée dans la sous région a permis d'avoir des pâturages bien fournis et un bon niveau de remplissage des points d'eau pour l'abreuvement des animaux. Sur le plan zoo sanitaire, la situation est demeurée également calme dans l'ensemble, sauf quelques cas de maladies infectieuses (peste des petits ruminants, dermatose nodulaire, pasteurellose, gale) signalées par endroits.

Concernant les perspectives de récoltes, il ressort des informations fournies par les pays et des analyses faites par le CILSS que les productions céréalières et autres cultures attendues seront

globalement bonnes pour l'ensemble des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ces perspectives sont cohérentes avec les prévisions de rendement faites par le CRA et le FEWS NET tout au long de la saison en utilisant les imageries satellitaires et les outils de prévision des rendements.

Pour les pays du CILSS et de la CEDEAO, le niveau de production céréalière attendu pourrait se chiffrer entre 52 millions de tonnes pour le scénario pessimiste et 56 millions de tonnes pour le scénario optimiste.

Pour les pays du CILSS, le niveau de production céréalière attendue pourraient se situer entre 16,5 millions de tonnes pour le scénario pessimiste et 18,5 millions de tonnes pour le scénario optimiste, soit une augmentation de 10 à 23 % par rapport aux chiffres définitifs de la campagne 2007-2008. L'augmentation de la production du riz sera substantielle suite aux différentes initiatives nationales de relance de la filière.

Les niveaux de pluies en fin de campagne et les conditions d'installation et de déroulement des cultures de contre saison en 2008/09 confirmeront ces scénarios.

D'ici là, les chiffres de production seront confirmés lors de la réunion sur les bilans céréalières et alimentaires prévue du 3 au 7 novembre 2008.

Evolution des prix (céréales et bétail) sur les marchés et perspectives alimentaires

L'analyse des données sur les marchés faites par FEWS NET en collaboration avec le CILSS, le PAM et la FAO, il ressort que les prix de céréales et d'autres denrées alimentaires ont connu depuis janvier des tendances haussières très marquées aboutissant à des niveaux très élevés et parfois exceptionnels, entre juillet et août 2008 pour le riz et le blé, aliment de base des populations de certains pays ou zones structurellement déficitaires. Cette situation s'explique essentiellement par un contexte de marché international des céréales marqué par de faibles disponibilités commerciales, des niveaux de prix exceptionnellement élevés et des coûts de transport et de manutention renchérissés par la hausse du prix du pétrole. Ce contexte international tendu est davantage aggravé dans la

¹ Prévision saisonnière en Afrique de l'Ouest



sous-région par la baisse des productions de maïs de la dernière campagne agricole (2007-2008) essentiellement au Nigéria, Ghana, Bénin et dans les parties sud des pays du Sahel. Aussi, la mauvaise répartition de ces productions dans la région et à l'intérieur des pays et la perturbation des circuits de commercialisation suite aux mesures de restriction au libre échange contribuaient à l'exacerbation de la hausse des prix des denrées sur tous les marchés en 2008.

Depuis septembre 2008, avec l'arrivée de nouvelles récoltes de certains produits sur les marchés, la tendance actuelle est à la stabilité ou à la baisse du prix des céréales, exception faite de ceux du riz et du blé. En septembre 2008, le prix des mil, sorgho et maïs se situaient entre 140 et 240 francs CFA le kilogramme. Bien que supérieurs à ceux de 2007 et aux niveaux moyens des cinq dernières années, ces prix demeurent globalement inférieurs aux niveaux exceptionnels enregistrés pendant la dernière crise de 2005. Par contre, pour le riz les niveaux enregistrés en septembre 2008 (400-500 francs CFA le kilogramme) demeurent les plus élevés jamais atteints sur les marchés suivis.

La hausse du prix du riz et du blé se poursuit toujours, malgré les actions d'atténuation et les mesures prises pour favoriser les importations notamment les rabattements tarifaires. Sur le marché mondial, l'indice des prix des produits alimentaires a chuté entre juillet et septembre 2008, avec une baisse très sensible pour le blé à cause des niveaux record de production. Cependant, malgré des bonnes perspectives agricoles sur le plan mondial, la reconstitution des stocks, le maintien des mesures d'interdiction d'exportation des grands pays producteurs et l'augmentation de la demande risquent de fragiliser les équilibres d'où le maintien possible des prix du riz et du blé à des niveaux toujours élevés. Par conséquent les prix des céréales importées resteront relativement élevés et volatiles sur le marché international courant 2009.

Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les prix du bétail s'apprécient d'avantage et restent en hausse par rapport à la moyenne à cause de la demande soutenue des pays côtiers, l'état d'embonpoint satisfaisant du cheptel et les perspectives de marché favorables qu'engendre la demande locale liée à l'avènement des fêtes musulmanes. Par conséquent, malgré les niveaux élevés du prix des céréales, les termes de l'échange bétail/céréales restent globalement favorables aux éleveurs qui peuvent mieux monnayer leur bétail et les produits et sous produits de l'élevage (viande, lait, peaux et cuirs).

Ces tendances haussières des prix des denrées alimentaires, notamment celles importées érodent d'avantage le pouvoir d'achat des populations particulièrement les plus pauvres. Pendant cette période de soudure qui s'achève, la part des revenus des ménages affectés aux dépenses alimentaires a augmenté. Il s'en suit pour les ménages fortement dépendant des marchés une décapitalisation et des niveaux d'endettement très marqués.

Les actions d'atténuations et leurs impacts

L'impact de la fourniture d'intrants : La fourniture d'intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires, petit matériel) à travers la distribution gratuite ou la vente à prix modéré a été une des mesures prises par les Etats avec l'appui des partenaires dans le cadre des programmes de relance du secteur agricole. Cependant, il a été souligné la nécessité de mettre en place des dispositifs pérennes de financement des campagnes agricole et d'approvisionnement en intrants (banques de semences et d'engrais, appuis aux organisations professionnelles et au secteur privé...) inscrits dans une perspective de structuration et d'organisation durable des filières vivrières, en amont et en aval de la production. Il convient aussi d'éviter les impacts négatifs des actions d'urgence, fondées sur la fourniture gratuite des intrants, sur le fonctionnement des circuits privés d'approvisionnement et les organisations socioprofessionnelles, déjà actives dans ces domaines.

Les mesures fiscales : Il n'y a pas eu d'études d'impact global à proprement dites. Cependant, malgré les efforts, les effets escomptés, notamment la baisse des prix au consommateur n'ont pas été atteints ; mais il y a eu tout de même une atténuation de la dynamique de hausse des prix pendant des périodes précises. Les raisons à cette situation sont multiples : les commerçants n'ont pas toujours respecté les engagements (mises en marché de quantités suffisantes de riz à un prix abordable), les prix sur le plan mondial ont continué à grimper et les Etats ne disposent pas de mécanismes efficaces de contrôle de l'application des mesures prises. Cependant les impacts sont négatifs sur les finances publiques des Etats.

Par ailleurs, dans un contexte où les Etats sont amenés à intervenir dans la gestion des marchés, une meilleure connaissance de l'organisation des opérateurs commerciaux et de leurs stratégies s'avère indispensable pour améliorer la pertinence des mesures de politique publique, ainsi que leur efficacité.

La nécessité d'une coordination des appuis et actions d'atténuation au niveau de la sous-région :

Plusieurs actions sont initiées dans la sous-région (réunion CEDEAO, SNU, etc.). Les initiatives à l'échelle régionale doivent être fédérées pour plus d'efficacité. Au sortir de la réunion du Dispositif régional de veille, il a été précisé par le CILSS, qu'en dehors des actions d'urgence, toute activité menée sur la sécurité alimentaire régionale devrait s'insérer dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEDEAO et du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et que les différentes agences onusiennes devraient renforcer le CILSS dans son rôle de bras technique de la CEDEAO.

La prise en compte des zones urbaines dans les interventions :

Les zones urbaines doivent être aussi prises en compte dans les interventions compte tenu de la présence de plusieurs groupes de populations durement touchées par la situation de vie chère. Cependant il n'existe pas de situation de référence et à ce titre les études sur la vulnérabilité urbaine (VAMU) menées par le CILSS (projet NUSAPPS) au Burkina Faso et en Gambie peuvent servir de modèles en matière de méthodologie pour diagnostiquer la situation alimentaire en milieu urbain. Ces études devraient donc être disséminées auprès des différents intervenants pour une meilleure valorisation des résultats.

L'impact de la crise financière :

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest ne ressentent pas pour le moment l'impact de la crise financière mondiale. Mais du fait de l'interconnexion des institutions bancaires sur le plan mondial, la crise financière (celle-ci) pourrait provoquer des difficultés économiques dans les pays sous développés. Cette situation peut avoir des impacts négatifs sur la demande alimentaire en provenance des pays du Sud et à terme sur la sécurité alimentaire des populations. Par ailleurs, les volumes de l'aide publique au développement et des investissements directs dans la sous-région pourraient être affectés à terme. Cette situation nécessite donc une prise de conscience des décideurs politiques de la région notamment en matière de recherche de solutions alternatives durables dans le moyen et le long terme.

CONCLUSION :

Prise en compte de l'aval des filières agricoles/ gestion des excédents

Malgré ces bonnes perspectives agricoles, des difficultés persisteront quant à la situation

alimentaire et nutritionnelle des groupes de populations les plus vulnérables.

L'aval des filières (conservation, transformation, transport, commercialisation, utilisation) doit retenir davantage l'attention des autorités. Le développement de l'agriculture en dépend. Des mesures idoines devront être prises non seulement pour assurer un approvisionnement normal des zones rurales déficitaires et les populations urbaines, mais également pour ne pas annihiler les efforts des producteurs par une mauvaise campagne de commercialisation des produits agricoles.

Pour éviter que l'aide alimentaire en produits céréaliers fasse concurrence à la production locale, les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest devront négocier de manière concertée avec les pays donateurs afin d'encourager autant que possible les achats locaux.

Sur le plan régional, il est indiqué d'organiser à bonne date de la Conférence Régionale sur les Perspectives agricoles et les Opportunités d'Echanges (CORPAO) pourrait aider à la diffusion de l'information sur les disponibilités alimentaires et la mise en relation des différents opérateurs privés (commerçants, stockeurs...) et les décideurs. De même, la promotion du consommateur local (et du consommateur régional) et celle du stockage communautaire sont des actions nécessaires. Les Etats et leurs partenaires au développement devront également être sensibilisés sur la reconstruction des stocks nationaux de sécurité alimentaire. Les Etats devront faire des efforts pour respecter les textes réglementaires pour la libre circulation des produits agricoles.

D'ores et déjà, certains états prennent des mesures pour appuyer la commercialisation des surplus liés aux actions de relance agricole : achats de niébé à 25 000 FCFA le sac de 100 kg par le gouvernement au Niger, pour une enveloppe de 11 milliards de FCFA

la fixation de prix d'achat pour les produits issus de GOANA par le ministère du commerce sénégalais mise à disposition par la BNDA Mali de lignes de crédit au bénéfice des OP pour l'achat et la mise en marché progressive de 90 000 T de riz.

Ces mesures, non ciblées, pourront cependant perturber le fonctionnement habituel des marchés et il faudra être vigilant quant à leur impact.

Pérennisation des programmes de renforcement de la production agricole par les Etats

Les résultats prévisionnels de la campagne agricole 2008-2009 démontrent que la région

ouest africaine est capable de mieux produire si les conditions climatiques sont réunies et que des mesures d'accompagnement sont prises, à temps, par les Etats (intrants, appui technique, etc.). La question est de savoir comment pérenniser ces acquis. Parmi les mesures à préconiser, il y a la maîtrise de l'eau pour limiter l'effet des aléas climatiques, la mécanisation, la professionnalisation agricole et également l'organisation de la commercialisation des produits alimentaires. La volonté politique affichée cette année pour améliorer la production agricole locale devrait se pérenniser.

Les prochaines missions conjointes CILSS/FAO/FEWS NET/PAM/Etats prévues à partir de mi-octobre 2008 procéderont à une évaluation approfondie de la situation et feront le point pays par pays et au niveau régional. Ainsi, la réunion régionale de concertation technique pour la validation des bilans céréaliers et alimentaires prévue du 3 au 7 novembre 2008 à Ouagadougou (Burkina Faso) confirmera toutes ces informations.






Au regard des bonnes perspectives agricoles attendues et dans un contexte tendu de marché

des produits alimentaires, il est impératif de prendre les initiatives nécessaires au renforcement et à la diversification des disponibilités alimentaires, à la fluidification et au bon fonctionnement des marchés, à la commercialisation et à la reconstitution des stocks céréaliers (paysans, communautaires, institutionnels et privés). Il est également nécessaire et fortement recommandé d'appuyer les initiatives de transformation des productions locales dans les différentes filières pour accroître les revenus des producteurs.

Les zones structurellement déficitaires et enclavées, celles d'insécurité civile et celles périurbaines doivent faire l'objet d'attention particulière

»» Sources d'information

Cette note d'analyse du RPCA a été réalisée sur la base d'informations ou d'analyses fournies par différentes institutions spécialisées membres ou non du Réseau. Plus d'informations peuvent être obtenues sur leurs sites Web respectifs.

				
www.westafricaclub.org		www.cilss.bf	www.fao.org	www.wfp.org
✉: sibirjean.zoundi@oecd.org ☎: +33 1 45 24 19 82	✉: ssow@fews.net ☎: +226 50 37 47 06	✉: konate.amadou@cilss.bf ☎: +226 50 37 41 25/33	✉: henri.iosserand@fao.org ☎: +39 06 57 05 30 99	✉: mamadou.diouf@wfp.org ☎:
✉: leonidas.hitimana@oecd.org ☎: +33 1 45 24 17 98	✉: librahim@fews.net ☎: +227 96 97 70 11	✉: b.sidibe@aghrvmet.ne ☎: +227 20 31 53 16		

Afrique Verte: www.afriqueverte.org, Reliefweb: www.reliefweb.int/
OCHA: www.humanitarianinfo.org & <http://ochaonline.un.org/>; SISA/CNSA: www.sisa.bf

»» Pour un meilleur accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Dans le but de favoriser l'accès à l'information sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région, en vue de la prise de décision pour l'action, le RPCA s'est doté d'un site Web. Pour vos questions en rapport avec la situation alimentaire et nutritionnelle, et notamment vos besoins en documents analytiques sur la question, ce site est désormais à votre disposition : www.food-security.net